

De Davos aux
prisons japonaises :
La chute d'une
iGhosn

l'étincelle*

Théories du complot :
Après les vrais-faux
espions, le coup
d'Etat de Nissan

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 4 décembre 2018

Encore plus déterminés

Samedi 1^{er} décembre, les Gilets jaunes ont une nouvelle fois manifesté dans tout le pays, affrontant les CRS dans les beaux quartiers de Paris. « *Je n'accepterai jamais la violence* », a déclaré Macron. Mais de quel côté vient la violence ? De ceux qui se soulèvent contre la vie chère et l'injustice sociale ? Ou bien du gouvernement, dont la seule réponse aux Gilets jaunes est d'envoyer la police ?

Qui sont les casseurs ?

Macron multiplie les provocations. Il « *refuse de changer de cap* ». Pas de baisse des taxes, pas d'augmentation du Smic ni des retraites. Pour le ministre François de Rugy, « *on ne peut pas demander la baisse des taxes et la hausse des investissements dans les services publics* ». Mais personne n'a oublié que dès les premiers jours de son mandat, Macron a supprimé l'ISF pour faire plaisir aux plus riches. Et ces milliards d'impôt en moins, il compte les trouver dans les poches de la population en augmentant les taxes sur l'essence.

Macron demande à son ministre de l'Intérieur de renforcer la répression face aux affrontements de ce week-end. Les images de voitures brûlées ou de magasins pillés tournent en boucle dans les médias dans le but d'effrayer la population. Mais bien des « casseurs » n'étaient que de simples manifestants, qui n'ont fait que répondre aux violences policières.

La radicalisation des Gilets jaunes est le résultat du mépris de ce gouvernement et de ses prédécesseurs devant la détresse sociale. Que ce soit face aux manifestations contre la loi travail, la réforme de la SNCF ou la hausse du prix de l'essence, le pouvoir a fait le choix de ne rien céder. Qu'il ne s'étonne pas de récolter la colère.

Une révolte de la classe ouvrière

Les femmes, les salariés les plus mal payés, les précaires, les jeunes, les retraités sont en première ligne. C'est bien une partie de la classe ouvrière qui a endossé un gilet jaune, des travailleurs de toutes origines, avec ou sans emploi. Derrière ce « *Peuple* » cher à Mélenchon ou le Pen, c'est en fait une classe sociale qui se révolte face à la dégradation de ses conditions de vie et à l'injustice.

Le Pen, comme Mélenchon, veulent dévier cette colère vers les urnes en espérant la récupérer, après une dissolution de l'Assemblée Nationale ou lors des

élections européennes. Comme s'il fallait encore semer des illusions électorales, nous faire le coup de la vraie Gauche avec Mélenchon, ou réaliser que Le Pen ne défend les salariés qu'en parole. Ce n'est pas un hasard si en réponse à Bourdin sur RMC, Marine Le Pen s'est encore prononcée contre la hausse du Smic, pourtant réclamée par les Gilets jaunes. Pour augmenter le pouvoir d'achat, elle préfère réduire les cotisations sociales afin de ne pas s'en prendre aux profits du patronat. Les mêmes ficelles que Macron.

Mettre le jaune à la mode

Macron invite cette semaine les chefs des partis politiques et des représentants autoproclamés des Gilets jaunes à parlementer, en espérant que cela calmera le jeu. Mais rien ne dit qu'une mesure, comme un moratoire sur la hausse de taxe carbone prévue en janvier prochain, sera capable d'éteindre l'incendie que Macron, par son mépris social, vient d'allumer. Bien des revendications ont fait surface, à commencer par l'augmentation des salaires et des pensions ou le rétablissement de l'ISF.

Les lycéens sont entrés dans la danse, faisant grève par solidarité mais aussi contre Parcoursup et la réforme du bac. De nombreux militants syndicaux n'hésitent pas à faire le lien désormais avec les Gilets jaunes. Samedi dernier, des cortèges syndicaux ont fraternisé avec les Gilets jaunes. Et c'est ce que craint le gouvernement : que le mouvement de Gilets jaunes s'étende et gagne toute la classe ouvrière, qu'il se propage parmi les salariés des grandes entreprises et débouche sur des grèves.

Les Gilets jaunes donnent l'exemple de la détermination. Et ils ont montré une préoccupation constante, celle de bloquer l'économie. Il faut en être, participer aux manifestations, prendre des initiatives sur nos lieux de travail comme le font les salariés des raffineries ou des ports et docks. Saisissons-nous de ce mouvement pour porter nos exigences.

La mémoire courte

Depuis l'arrestation de Ghosn, la crainte d'un rééquilibrage de l'Alliance au profit de Nissan ressurgit. Certains en regretteraient presque le cost killer, oubliant que sous sa présidence, les effectifs de Renault et de ses filiales sont passés de 70 600 salariés à 48 000 en France, et que beaucoup au Technocentre dénonçaient une colonisation par Nissan de l'Ingénierie Renault sous les coups de la convergence mise en place par Ghosn. A quand le rééquilibrage vers les salariés au lieu des actionnaires !

Prisonniers de leur peur

Incarcééré depuis le 19 novembre, le parquet de Tokyo a prolongé la garde-à-vue de Ghosn au moins jusqu'au 10 décembre. Evincé de chez Nissan et Mitsubishi, il reste néanmoins PDG de Renault et président de l'Alliance. Du fond de sa prison japonaise, Ghosn semble terroriser toujours autant les cadres dirigeants de Renault qui n'osent formuler la moindre critique de crainte de le voir revenir. Ils ont peur de finir comme Pelata ou les faux espions Balthazard, Rochette et Tenenbaum ?

A l'insu de son plein gré

Selon un média japonais, Ghosn a expliqué n'avoir pas déclaré une partie de ses revenus aux autorités boursières (39 millions d'euros en 5 ans), car son conseiller juridique lui avait affirmé que ces revenus, payés après sa retraite, ne devaient pas y figurer. « *Je n'ai pas pensé que c'était illégal* » a déclaré Ghosn lors de son interrogatoire. On lui aurait menti ?

Le vrai faux complot

Les administrateurs de Nissan reprochent à Ghosn « *une minimisation de ses revenus durant une longue période dans les rapports financiers, une utilisation frauduleuse à des fins personnelles de fonds d'investissements et de notes de frais* ». La presse japonaise fait état de salaires de complaisance versés à ses proches, de fêtes somptueuses et privées au Château de Versailles payées par Nissan... Ghosn nie toutes ces accusations et a embauché à grands frais trois avocats, un japonais et deux new-yorkais. Après l'affaire des vrais faux espions, voici celle du vrai faux complot visant à faire tomber Ghosn pour que Nissan prenne la main sur Renault. Une théorie du complot qui fait bien les affaires de Ghosn.

La mode est aux blocages

Encore un blocage qui empêche des milliers de salariés de travailler. Comme chaque fin année, la direction demande de bloquer toute nouvelle dépense (missions, commandes SAER ...). En ligne de mire : un Free Cash Flow positif fin décembre. Il en va de l'atteinte des KPI des directeurs et de leur prime de performance. Un pour tous, tous pour quelques-uns !

Rien à voir avec les restos du cœur

Elior, qui gère l'ensemble de la restauration du Technocentre, va-t-il ou non remporter l'appel d'offres ? Réponse peut-être début 2019. Mais pas d'illusion : la mise en concurrence d'Elior ne vise pas à faire baisser les prix des repas, mais le budget dépensé par Renault. Et comme le but d'Elior, ou de son éventuel remplaçant, est d'augmenter ses bénéfices, il ne faudra pas espérer non plus davantage de personnel. Les salariés d'Elior peuvent continuer à trimer et les usagers des cantines ou de Paul, filiale d'Elior, continuer à faire la queue.

Télétravail et tais-toi !

La direction veut limiter le télétravail à 2 jours par semaine au lieu de 4 actuellement, et rendre les jours de télétravail variables selon les besoins du salarié, mais aussi de sa hiérarchie. Les aides financières seraient au passage supprimées. La direction appelle ça « *répondre aux attentes des salariés* » !

Hiérarchiser, c'est léser

L'allocation de fin d'année versée aux APR et aux ETAM avec la paye de novembre est entièrement hiérarchisée et évolue selon l'ancienneté. Soit une prime variant de 1 à 3 : les plus bas salaires ont les plus petites primes. Ils ont pourtant le plus de mal à boucler les fins de mois. Une augmentation générale et uniforme des salaires, ça ne serait pas du luxe.

Des gilets rouges et jaunes à Renault

Vendredi dernier, 80 salariés de Renault Lardy ont débrayé une heure pour exiger des augmentations de salaire. Difficile pour Renault de dire qu'il n'y a pas d'argent vu ce que Ghosn se met dans les poches. A Cléon, l'usine a été bloquée par des gilets jaunes et des militants CGT. Renault Sandouville et Douai ont été arrêtés car fonctionnant en flux tendu avec Cléon. Augmenter les salaires, c'est la meilleure façon de lutter contre la baisse du pouvoir d'achat !

Une reprise brut de fonderie

La Fonderie du Poitou près de Châtellerauld a été mise en redressement judiciaire et a deux mois pour trouver un repreneur. Son propriétaire, Saint Jean Industries, s'est déclaré en cessation de paiement. 400 emplois sont menacés. Créée en 1978 par Renault qui s'en est dégagé en 1998, la fonderie Alu a vu fondre les commandes de son seul client, Renault. A Renault de reprendre la fonderie !

De quoi faire des étincelles

La collecte pour l'Etincelle d'il y a deux semaines a recueilli 321,50 €. Merci aux nombreux contributeurs et à tous les témoignages de sympathie, qui nous permettent de poursuivre sa publication.